

Société

PUISSANCE PUBLIQUE. CONSTRUISONS UN PROJET POUR LE XXIE SIÈCLE

Émilie Agnoux

09/04/2025

En prolongement et en complémentarité de son essai *Puissance publique. Contre les démolisseurs d'État* (L'Aube / Fondation Jean-Jaurès), dans lequel elle analyse le profond malaise que les Français ressentent à l'égard de leurs services publics et de leur modèle social, Émilie Agnoux propose des pistes concrètes pour refonder un projet de société et une vision d'avenir résolument positive.

Table des matières

18 propositions et 72 idées concrètes pour retrouver la puissance publique

Puissance publique. Contre les démolisseurs d'État

Une démarche participative

La nouvelle méthode

En finir avec l'impuissance publique

Changement de discours

Dix-huit propositions pour refonder la puissance publique et redistribuer les pouvoirs

Pour retrouver la souveraineté publique

Pour fabriquer l'attention publique

Pour créer des services publics de l'hygiène numérique

Pour lancer un MeToo des services publics

Pour imaginer des services publics communs

Pour rendre possible la coopérative publique

Cinq scénarios d'anticipation

Le modèle des archipels

Le modèle du monopole public universel

Le modèle du service public-privé

Le modèle libéral-national-autoritaire

Le modèle de la relation attentionnée

Annexe. Proposition de grille d'évaluation des scénarios prospectifs

18 PROPOSITIONS et 72 IDÉES CONCRÈTES POUR RETROUVER LA PUISSANCE PUBLIQUE

RETROUVER LA SOUVERAINETÉ PUBLIQUE	
Préserver l'agentivité publique	Donner des marges de manœuvre dans l'organisation quotidienne pour libérer du temps utile au bien commun
	Rendre visibles les temps invisibles de la qualité du service public
	Formaliser un dispositif de compagnonnage public
	Rompre le lien entre le ministère de la Fonction publique et le ministère des Comptes publics
Déplacer la dépense publique	Identifier de manière pertinente et durable des pratiques, de dispositifs, d'aides publiques à réorienter, atténuer ou arrêter sans contre-bénéfices
	Interroger certaines modalités de gestion, comme les appels à projet
	Remplacer la logique d'annualité budgétaire par des approches pluriannuelles de long terme
	Renoncer aux politiques du chiffre pour privilégier la qualité et le ciblage

Changer la boussole	Créer de nouveaux indicateurs (ex. : indicateurs de richesse territoriale, restes à dépenser) et prendre en compte le profil géographique et sociologique des territoires
	Rapprocher la décision des lieux où les choses se vivent et se gèrent
	Prendre en considération les dynamiques humaines, associatives, entrepreneuriales qui augmentent l'impact de l'action publique pour définir la qualité et le niveau de services
	Généraliser les budgets verts ou sensibles au genre Conditionner davantage les financements publics aux indicateurs d'intérêt général (sociaux, écologiques, territoriaux...) et privilégier le non-lucratif ou la lucrativité limitée pour la délivrance de services d'intérêt général
FABRIQUER L'ATTENTION PUBLIQUE	
Inventer la simplicité administrative	Associer systématiquement les principaux concernés à la conception et à la mise en œuvre des dispositifs
	Inventer la technique du « prompt de l'action publique » pour disposer de mécanismes véritablement sobres et efficaces en matière d'impact
	Concevoir des itinéraires citoyens en privilégiant la médiation humaine pour repérer, écouter, décrypter, accompagner, orienter les situations
	Rendre accessible le langage administratif

Développer le profilage public	Favoriser les <i>hackers</i> publics et les <i>profilers</i> publics au sein des administrations
	Généraliser les formations au design et à la co-conception des dispositifs pour les décideurs et agents
	Renforcer la représentativité de la fonction publique pour que celle-ci ressemble à la société française
Concevoir des parcours attentionnés	Créer un réseau de sentinelles publiques et citoyennes pour repérer les situations nécessitant une prise en charge collective
	Instaurer un droit au choix dans les formes d'interaction avec la puissance publique
	Construire des parcours d'autonomie tout au long de la vie, et notamment un service public d'accompagnement à la parentalité
	Inviter les partenaires sociaux à négocier un nouveau pacte pour mieux articuler les temps de vie entre travail et parentalité / proche-aidance / engagements citoyens
CRÉER DES SERVICES PUBLICS DE L'HYGIÈNE NUMÉRIQUE	

Éduquer au numérique	Construire un service public de lutte contre la désinformation par le renforcement de l'audiovisuel public et des autorités de contrôle et de régulation
	Concevoir un parcours d'éducation au numérique en continu, de la primaire à la terminale
	Structurer un service public de la médiation numérique et faire du département le chef de file coordonnateur des politiques de développement des aptitudes numériques citoyennes
	Mobiliser des acteurs privés (sans objectif marchand) pour diffuser une culture populaire numérique
Outiller la police du numérique	Instituer un service public intégré de lutte contre la haine en ligne
	Constituer des <i>task forces</i> publiques opérationnelles aux niveaux national et local pour lutter contre les cyberattaques visant les administrations
	Mettre en place des volontaires de la sécurité numérique
Faire sans	Offrir des espaces publics non numériques pour renouer avec le 100% humain
	Apprendre à faire sans numérique pour limiter la dépendance et assurer la continuité des services publics
LANCER UN METOO DES SERVICES PUBLICS	

Prendre la mesure du problème	Faire de la lutte contre le sexisme une priorité dans le fonctionnement interne quotidien de nos services publics et faire de chaque agent public un interlocuteur de premier niveau pour les victimes de violences
	Transformer tous les lieux publics en « lieux sûrs » d'accueil et de prise en charge
Dégenrer l'action publique	Garantir une formation obligatoire en présentiel complète pour tous les agents publics
	Rééquilibrer l'ensemble de la rémunération des agents publics
	Intégrer systématiquement l'expérience des femmes dans l'action publique
	Mettre en place une médiation humaine pour faire vivre des espaces publics véritablement inclusifs
	Requestionner l'ensemble des dispositifs publics à l'aune des divers critères de discrimination (genre, handicap, origine, âge, habitation...) et supprimer la solidarité conjugale (aides et fiscalité)

Mettre un terme aux maltraitements institutionnels	Élaborer une loi intégrale pour mobiliser de manière cohérente toutes les ressources nécessaires à l'éradication des violences
	Questionner les pratiques professionnelles quotidiennes des institutions publiques (accueil, perception, traitement, accompagnement...), à commencer par la police/gendarmerie et de la justice
	Généraliser de nouveaux concepts comme celui de contrôle coercitif, en prenant appui sur la recherche pour mieux comprendre les phénomènes
	Mobiliser davantage les associations et les acteurs privés pour amplifier la réponse publique
IMAGINER DES SERVICES PUBLICS COMMUNS	
Réparer le monde	Inventer de nouveaux services publics écologiques dans une logique de réparation et de réemploi
	Créer des artisans publics professionnels ou bénévoles chargés de la durabilité de notre société
	Faire contribuer les acteurs privés à la prévention, l'accompagnement, le financement et la réorientation des pratiques et taxer davantage les pollutions
	Prendre appui sur les initiatives de la société civile pour développer le pouvoir d'agir citoyen (ex. : Banlieues Climat)

Intégrer les nouveaux besoins	Mettre la priorité sur l'ingénierie et la propriété publiques pour garder la maîtrise sur les biens communs (eau, énergie, transports, alimentation...)
	Étendre le rôle des organismes publics (Ademe, DREAL...) et renforcer la police et la justice du vivant
	Concevoir des plans de financement pluriannuels des grandes infrastructures avec la contribution des acteurs privés et faire des mobilités en zone rurale une priorité
	Prendre appui sur de nouveaux référentiels pour prioriser les besoins et les risques (pyramide de Maslow, « économie du <i>donut</i> »...)
	Étendre des obligations de service public à certains services privés essentiels, en particulier dans le domaine de la santé
Faire place au vivant	Intégrer des spécialistes dans l'action publique (biologistes, éthologues, zoologues, vétérinaires...) faisant fonction de « médiateurs du vivant » et garantir sa représentation dans la prise de décision publique (ex. : Microparlements des vivants)
	Valoriser budgétairement les économies réalisées grâce aux contributions des êtres et milieux vivants
	Recourir à la norme pour reconnaître des droits à la nature afin d'en garantir la préservation
	Ériger un service public du vivant pour mobiliser efficacement les différents leviers existants (inspections, ONF, associations...), intégrant le service public de la protection animale
	Privilégier les partenariats public-commun pour cogérer des biens communs (ex. : forêts)

RENDRE POSSIBLE LA COOPÉRATIVE PUBLIQUE	
Systématiser la subsidiarité	Développer à tous les niveaux l'ingénierie publique d'appui aux initiatives pour renforcer l'autonomie dans la décision et l'action à l'échelle locale
	Favoriser le mécénat de compétences pour partager et diffuser l'expertise
	Faciliter, y compris financièrement, les logiques partenariales souples et à la carte en fonction des besoins et des dynamiques locaux
	Déparisianiser l'État en faisant de la place à l'expertise d'usage des agents et des habitants originaires de territoires hors Île-de-France
	Relocaliser l'emploi public en formant et en accompagnant les forces vives sur place

Démocratiser la société	Démocratiser le fonctionnement de toutes nos institutions publiques pour permettre aux citoyens de participer à la conception, à la mise en œuvre, au contrôle et à la gouvernance des dispositifs d'intérêt général (ex. : audits citoyens)
	Développer la pair-aidance et les tiers de confiance dans la logique « des citoyens parlent aux citoyens »
	Encourager la responsabilité territoriale des entreprises et la diffusion de nouveaux modèles économiques (ex. : les SCIC)
	Réinventer l'expérience de service public pour qu'elle soit plus agréable et enrichissante (ex. : on ne vient pas simplement demander une aide à un guichet, on repart en ayant appris/découvert quelque chose)
	Instituer un parcours d'engagements citoyens obligatoires et/ou facultatifs tout au long de la vie (visites aux personnes âgées, actions de dépollution...)
	Instaurer un droit citoyen à la contribution de nature constitutionnelle
Miser sur l'influence publique	Rendre désirable l'engagement public par des récits positifs et valorisants
	Édicter un cadre national et un statut d'influenceur public / influenceuse publique
	Créer une grande équipe d'influenceurs du service public

L'autrice :

Experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, **Émilie Agnoux** est originaire de la Corrèze, où elle a grandi dans un milieu ouvrier et paysan. Elle est aujourd'hui haute fonctionnaire territoriale. Elle a

contribué à l'émergence de plusieurs initiatives associatives et citoyennes, dont le laboratoire d'idées Le Sens du service public.